



- 1 -

*Martine Pottrau*

**Intervention de Pierre Mauroy  
Président de l'Internationale socialiste**

**Conseil de l'Internationale socialiste  
Le Cap  
10 juillet 1995**

Monsieur le Président.  
Chers Amis,

La tenue de ce Conseil de l'Internationale socialiste, ici, au Cap, en Afrique du sud, constitue pour nous un symbole fort et je dirai même trois symboles que je veux d'emblée souligner : celui d'un homme, d'un pays et d'un continent.

Cher Nelson Mandela, avec vous, grâce à vous, une ère nouvelle s'est ouverte en Afrique du Sud. Vous avez montré que le combat pour les droits de l'homme et l'égalité, lorsqu'il s'accompagne d'une volonté politique et d'un courage personnel incomparables, pouvait vaincre les obstacles que l'on croyait insurmontables. Vous avez donné au monde une leçon magnifique, rendu l'espoir à tout un peuple et la dignité à une communauté.

Mené si longtemps dans la solitude de votre prison, votre combat a désormais été honoré d'un prix Nobel de la paix que vous avez partagé avec Frederik de Klerk.

Exemple éclatant de révolte contre un pouvoir injuste, votre combat se poursuit maintenant, grâce au suffrage populaire, à la tête même de l'Etat.

Au nom de l'Internationale socialiste, je veux vous affirmer notre admiration pour votre combat personnel, notre soutien pour votre action politique et notre fierté pour votre présence à l'ouverture de ce Conseil.

Le monde entier vous a vu, il y a quelques jours à peine, partager avec votre peuple et votre équipe la joie d'une coupe du monde de rugby vaillamment conquise. J'espère que cette victoire en annonce d'autres et dans tous les domaines !

Le second symbole est celui du lieu de notre réunion. Du Japon à la Hongrie en passant par l'Afrique du Sud, le choix que nous faisons est souvent symbolique.

Il témoigne de l'ambition de prolonger sans cesse l'universalisation de l'Internationale que Willy Brandt avait déjà engagée.

Il témoigne aujourd'hui, également, de la volonté de saluer une politique courageuse à laquelle il me faut associer Thabo Mbeki, vice-président de la République et président de l'ANC.

Je sais les difficultés et les résistances rencontrées, les lenteurs que l'on déplore, les inégalités qui subsistent, la sécurité que l'on recherche toujours, les désenchantements qui apparaissent sans doute. Tout cela est inévitable. L'essentiel, c'est que la volonté soit ferme et que la direction soit bonne.

Et lorsque je vois le pluralisme politique garanti, la peine de mort abolie, la croissance retrouvée, le programme de rattrapage en faveur des défavorisés engagé, je me dis que la volonté est ferme et la que la direction est bonne et je souhaite bonne chance au peuple sud-africain.

- 3 -

Au-delà, le choix du lieu de ce Conseil international - et c'est le troisième symbole - est aussi celui d'un continent, l'Afrique.

Ne nous cachons pas derrière un optimisme de façade : l'Afrique est dans une situation difficile. Depuis dix ans, depuis quinze ans peut-être, la crise de l'économie mondiale l'a touché prioritairement.

En public, il y a encore de grandes déclarations lyriques. Mais, en privé, dans certains milieux politiques ou financiers, il y a de la résignation et c'est la petite musique entêtante du renoncement qui se fait entendre de plus en plus souvent. Eh bien cela, nous ne l'acceptons pas ! Et tel est aussi le sens de notre présence en Afrique.

Comment ne pas voir que les deux ruptures majeures qui ont marqué le monde au cours de la dernière décennie n'ont pas épargné votre continent ?

Sur le plan géo-politique, la fin du conflit est-ouest a renforcé en Afrique les revendications démocratiques mais, en même temps, a entraîné vers l'est des flux d'aides déjà insuffisants.

Sur le plan idéologique, la poussée de l'ultra-libéralisme s'est traduite par la multiplication des programmes d'ajustement et, au bout du compte, par ce que la Banque mondiale elle-même a qualifié de "décennie de la régression sociale".

L'un comme l'autre de ces événements ont eu pour conséquence d'accroître encore vos difficultés.

Et, sans même évoquer les guerres, les famines et les épidémies - qui ne sont pourtant pas le fruit du hasard - le bilan est rude : la part de l'Afrique dans la concurrence mondiale a baissé ; la production par habitant, en moyenne, a chuté ; les investissements se sont raréfiés.

Bref, l'Afrique a cumulé une croissance économique négative et une croissance démographique explosive, l'enfermant dans le cycle infernal de la dette et du sous-développement.

Voilà pourquoi nous avons choisi de faire porter nos travaux sur le thème "démocratie, développement et paix en Afrique".

Pour ma part, je voudrai illustrer concrètement, à partir notamment d'exemples tirés de votre continent, la permanence de nos valeurs et l'actualité de nos combats.

\* \*  
\*

Le premier de ces combats est celui de la paix.

La fin de l'affrontement est-ouest n'en a pas altéré le sens. La menace d'une guerre nucléaire globale s'est sans doute éloignée. Mais les risques de conflits locaux se sont accrus.

Au moment où l'Organisation des Nations-Unies célèbre son cinquantième anniversaire, il est de bon ton de lui reprocher ses insuffisances, voire ses défaillances et de lui adresser des critiques, d'ailleurs souvent contradictoires : de ne pas être intervenue assez vite au Rwanda ; d'être trop intervenue en Somalie ; d'être mal intervenue en Bosnie.

Toutes ces critiques ne sont pas nécessairement injustifiées. Mais elles ne doivent pas pour autant occulter les espoirs de voir s'apaiser ou se régler des conflits anciens.

Tel est le cas au Proche Orient où, malgré les retards, le processus de paix se poursuit, grâce aux efforts conjugués de Yasser Arafat et de Shimon Perès. Chaque jour qui passe, ce processus est davantage encore irréversible et le renforcement de l'autonomie comme l'organisation des élections permettront, je l'espère, d'ouvrir aussi une nouvelle étape sur le plan économique avec une aide plus abondante.

L'espoir existe également au Guatemala dont je ne veux pas passer sous silence la situation. Depuis plus de trente ans, la guerre civile et la dictature y font rage. Là encore, nous pouvons raisonnablement nourrir l'espoir de nous trouver à un tournant. Des élections se préparent. Les démocrates se rassemblent. Rien n'est encore joué mais l'avenir s'éclaire et c'est à cet avenir que sera consacré le prochain comité Amérique latine.

De même, l'avenir s'éclaire au Mozambique où le processus de paix mené sous l'égide de l'ONU a conduit à des élections libres et je salue le travail accompli par le FRELIMO - qui est présent ici et avec lequel nous renforcerons nos relations jusqu'au prochain congrès à qui il appartiendra de consacrer son appartenance à notre communauté -.

L'avenir s'éclaire enfin en Angola où le processus de paix, aussi mouvementé qu'il ait pu être, semble aujourd'hui engagé sur la bonne voie, grâce à la persévérence du MPLA qui, de toute évidence, a clairement remporté les élections et dont la légitimité ne peut plus être mise en cause.

Les situations d'autres pays, en revanche, ne peuvent que susciter notre inquiétude. Non seulement en elles-mêmes mais aussi par les risques de destabilisation régionale qu'elles comportent.

Je pense ainsi, au Maghreb, au terrible drame algérien qui a mobilisé l'attention de notre Comité Méditerranée. Mettre fin à la violence et rechercher une solution négociée pour que l'Algérie devienne enfin un pays réellement démocratique et respectueux des droits des hommes et des femmes, c'est ce que nous souhaitons avec notre parti frère, le FFS.

Je pense aussi, en Afrique centrale, au Zaïre, que le blocage politique et les difficultés sociales pourrait menacer d'éclatement.

Je pense enfin, au Burundi, au Libéria ou au Sierra Léone dont les guerres civiles se poursuivent trop souvent dans l'indifférence.

Malgré l'horreur de certaines de ces situations, la question de la paix ne saurait cependant se réduire à la seule prévention ou à la seule gestion - fût-ce par la Communauté internationale - de conflits locaux.

Elle comporte d'autres aspects, que ce soit la réforme de l'Organisation des Nations-Unies - sur laquelle je reviendrai -, le désarmement - dont nous avons souvent parlé -, ou les essais nucléaires - que l'actualité nous impose d'évoquer-.

François Mitterrand avait le premier pris la décision de décréter un moratoire sur les essais nucléaires en 1992. A l'exception notable de la Chine - qui n'a jamais cessé ses essais - toutes les puissances nucléaires s'étaient alors inscrites dans cette démarche.

Aujourd'hui, Jacques Chirac, qui vient d'être élu à la présidence de la République, a décidé unilatéralement de faire procéder à huit essais d'ici 1996. Sans doute a-t-il annoncé que la France se conformerait alors à l'interdiction totale des essais nucléaires. Il n'empêche !

Je veux le dire avec force : nous condamnons cette décision et nous comprenons les inquiétudes exprimées notamment aux Iles Fidji, en Nouvelle-Zélande, en Australie ou au Japon ainsi que par beaucoup d'habitants de Polynésie française.

Nous considérons que cette décision constitue un signal à la fois erroné et dangereux. Et, je le dis dans un pays qui a renoncé à son programme d'armements nucléaires, nous craignons qu'elle ne serve de prétexte pour relancer la course aux armements, pour justifier ailleurs la reprise des essais nucléaires, pour fragiliser partout le traité de non-prolifération qui vient d'être reconduit à New York pour une durée illimitée.

Nous en tirons la volonté renforcée de continuer de nous battre contre les essais dans le Pacifique, en Chine ou ailleurs et contre la prolifération nucléaire d'où qu'elle vienne.

\* \* \*

\*

Le second combat est celui de la démocratie et des droits de l'homme.

Il n'est pas sans lien avec le premier. C'est un combat qui ne connaît pas de trêve ni de frontière parce que, pour nous, la démocratie et les droits de l'homme sont des valeurs universelles.

Chacun sait que le chemin vers la démocratie est difficile et qu'il a souvent fallu des siècles aux pays européens avant que la démocratie ne s'enracine.

Si l'Internationale socialiste ne peut donc dicter le rythme de ces évolutions, elle doit indiquer la direction et se placer toujours aux côtés de ceux qui sont en première ligne dans ce combat.

Le récent Comité Asie a souligné que la démocratisation constituait l'enjeu majeur de ce continent car la démocratisation, c'est la liberté d'action syndicale et donc le levier de la justice sociale.

Nous avons abordé plus à fond les questions relatives à l'Asie lors du Conseil international à Tokyo il y a un an. Aussi, je voudrai simplement évoquer un problème qui nous préoccupe particulièrement et qui est celui de la Birmanie.

Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, se trouve maintenant en maison d'arrêt depuis six ans. Son engagement pour la démocratie est le nôtre. Le régime militaire a refusé l'entrée de la mission de l'IS conduite par Makoto Tanabé, Luis Ayala et Pauline Green il y a quelques jours.

Si la Birmanie était un Etat de droit, elle devrait normalement être bientôt libérée. Mais si la Birmanie l'a condamnée, c'est qu'elle est une odieuse dictature. Aussi, je voudrai profiter de ce Conseil pour saluer son courage et, avec force, lui apporter notre soutien.

Mais revenons à l'Afrique. Les pays africains, après leur indépendance, ont souvent connu le règne du parti unique. Après des avancées notables mais limitées à quelques trop rares pays comme le Sénégal et le Bostwana, c'est une grande partie du continent qui s'est mis en mouvement depuis le début des années 90, même si trop de pays - du Nigéria en passant par le Soudan ou la Guinée équatoriale - sont restés à l'écart.

Ainsi, les Iles du Cap Vert puis le Bénin ont redonné le signal de la démocratisation qui s'est propagée depuis lors dans bien d'autres pays dont, pour ne prendre que quelques exemples, le Mali, le Niger, le Centre-Afrique ou la Namibie où je me suis rendu l'année dernière pour rencontrer le Président Sam Nujoma.

D'où un afflux récent de nouveaux membres pour notre organisation qui, après les précurseurs du FPI en Côte-d'Ivoire, va se poursuivre.

Quant à l'Afrique du sud, elle a mis en place un processus à bien des égards exemplaire, de la fin de l'apartheid à l'organisation des élections en passant par la constitution du gouvernement avec cette "clause du coucher du soleil", aussi poétique dans son appellation que certainement difficile dans son application.

Tous ces processus constituent déjà par eux-mêmes des progrès dont nous nous félicitons. Mais ils ouvrent également d'autres perspectives.

Je suis convaincu en effet que la démocratie est de plus en plus une cause et non une conséquence du développement.

Parce que la démocratie est source d'initiatives, de création, d'imagination, de confrontations d'idées et donc source de richesses.

Parce que, aussi, de plus en plus, l'aide financière, humaine ou matérielle est et sera conditionnée à la volonté réelle d'avancer dans la voie de la démocratie.

J'ajoute que l'exigence de démocratie appelle l'exigence de solidarité car, en ce domaine, il n'y a pas des pays pauvres qui n'auraient que des devoirs et des pays riches qui n'auraient que des droits.

\* \* \*

\*

Ce combat pour le développement est le troisième et dernier combat que je voulais évoquer ce matin. J'ai déjà évoqué la gravité de la situation en Afrique. J'ai souligné l'urgence de la solidarité. Je veux simplement maintenant mettre l'accent sur deux événements récents qui montrent une trop grande timidité des progrès.

Le premier événement, c'est la conférence sociale de Copenhague à laquelle j'ai personnellement participé.

On y a défini des priorités judicieuses. On y a avancé des idées originales comme celle que l'on a appelé "le vingt sur vingt" qui consistait à ce que 20% de l'aide des pays développés et 20% des budgets nationaux des pays en développement soient consacrés à des programmes sociaux. Mais on a hésité et on a finalement reculé à imposer des obligations.

Le second événement est plus récent encore, c'est le renouvellement des accords de Lomé ou, plus précisément, la fixation des montants du huitième Fonds européen de développement.

On peut se réjouir qu'un accord ait pu être trouvé. Mais on peut regretter qu'au moment où l'aide vers l'est ou vers la méditerranée augmente de 30 à 40 % - ce qui est légitime - l'aide des quinze membres de l'Union européenne soit seulement équivalente à celle décidée à douze quelques années auparavant.

Si on y ajoute l'impréparation et l'insuffisance dramatiques des mesures qui ont accompagné la dévaluation du franc CFA ou, plus largement, les variations erratiques des cours des matières premières ou des taux de change, on comprend mieux encore le sentiment d'abandon que peuvent ressentir les peuples africains.

\* \*  
\*

Alors, et ce sera le dernier volet de mon intervention, quelles pistes d'action pouvons nous avancer ? J'en citerai brièvement trois.

Première piste : affirmer nos propositions.

Directement ou indirectement, l'IS a souvent été à l'origine de grands rapports internationaux qui ont marqué le monde. Tel a été le cas, bien sûr, du rapport Brandt sur le Nord-Sud ou, plus récemment du rapport Brundtland sur la croissance durable.

Tel sera également le cas du rapport rendu il y a quelques mois par notre camarade Ingvar Carlsson à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations-Unies.

Autour du concept de "voisinage global", beaucoup d'orientations - comme l'appel au développement des regroupements régionaux - ou de propositions - comme la réforme de la composition et des pouvoirs du Conseil de sécurité - sont intéressantes et mériteraient d'être débattues plus longuement lors de notre prochain Conseil. Et je souhaite que d'ici la conférence mondiale de 1998 sur le gouvernement global proposée par le rapport nous prenions l'initiative de populariser ces propositions.

Deuxième piste : créer un nouveau rapport de force au niveau de chacun de nos pays pour, au niveau mondial, faire progresser nos idées.

Je ne ferai pas un tour du monde exhaustif retracant nos succès des six derniers mois. Mais je voudrai simplement signaler quelques évolutions qui me paraissent particulièrement significatives en Europe.

Alors qu'il y a quelques années à peine, il n'y avait qu'un seul pays scandinave dirigé par des sociaux-démocrates, après la victoire de nos camarades finlandais, tel est maintenant le cas de la totalité d'entre eux.

Ainsi, après l'Autriche, l'Espagne, les Pays-Bas et la Grèce où nous dirigeons le gouvernement, après l'Irlande, la Belgique et le Luxembourg où nous y participons, le poids de la social-démocratie en Europe s'accroît, et ce sans même

polonais en Europe centrale, auxquelles nous avons consacré notre précédent Conseil particulièrement réussi.

En Grande-Bretagne comme en Italie - où je me suis rendu il y a quatre jours au congrès du PDS pour saluer sa remarquable politique d'ouverture et de rassemblement -, le brillant succès aux dernières élections locales augurent d'une victoire prochaine de nos camarades que nous espérons tous.

En Allemagne, le score prometteur de Rudolf Scharping ouvrira, je l'espère, une même perspective pour le SPD.

En France, la belle campagne de Lionel Jospin à l'élection présidentielle et la dynamique retrouvée à gauche ont déjà permis de renforcer une implantation municipale qui constitue la base de la reconquête. Lionel Jospin lui-même - qui est président d'honneur de notre Internationale - poursuivra dès la rentrée, à la tête du parti socialiste, cette reconquête.

Troisième piste enfin : renforcer l'efficacité de notre organisation.

Deux Comités ont été relancés ces derniers jours et l'intérêt que nous leur portons mérite de les citer. Il s'agit du Comité Méditerranée, présidé par Raimond Obiols, qui vient de se réunir à Naples et du Comité Asie dont les structures sont non seulement mises en place - et je salue son président Makoto Tanabé - mais dont la participation est à la fois de plus en plus large et de plus en plus assidue.

Pour conclure, je veux vous rendre compte de trois manifestations auxquelles j'ai participé.

-14-

Je me suis rendu au début de l'année en Haïti pour saluer le retour du président Aristide que nous avions accueilli à notre conseil d'Athènes en 1993 et auquel nous n'avons jamais ménagé notre soutien. Si les élections de la semaine dernière ont montré que la démocratie restait très fragile, j'espère - car le peuple haïtien le mérite - qu'elle pourra être affermée et que ce pays pauvre parmi les pauvres pourra sortir de ses difficultés.

J'ai organisé des "tables-rondes du Président de l'Internationale" sur l'avenir de l'Etat-Providencia - dont les actes viennent d'être publiés et sont disponibles ici - puis sur le rôle des medias et je vous fait la proposition d'en organiser une prochaine, à Paris même, sur les essais nucléaires.

Je me suis enfin rendu à Bologne en février à l'occasion de la tenue de la conférence des villes. Cette conférence, nous l'évoquions depuis longtemps. Elle s'est tenue. Elle a réuni quatre cents délégués venus de plus de cinquante partis membres répartis sur tous les continents. Elle a été, je le crois, un remarquable succès dont nous devons féliciter nos camarades italiens et dont nous devons aussi tirer les conséquences en lui donnant la suite qui s'impose.

La question de la ville représentera, dans tous les pays, une question majeure pour l'avenir et le destin des hommes dans les prochaines décennies. Partout des sociétés essentiellement rurales ont laissé place à des sociétés principalement urbaines. Au tournant du prochain siècle, les cinq plus grandes métropole de la planète se situeront dans les pays du sud.

Or, je suis convaincu que le socialisme renvoie à une certaine conception de la ville et que, de la même manière, l'intérêt que nous portons à la ville renvoie à une conception moderne du socialisme. Un socialisme pragmatique. Un socialisme qui règle concrètement les problèmes. Un socialisme appuyé par une organisation plus souple et plus horizontale.

C'est pourquoi je vous propose de créer un onzième Comité au sein de notre Internationale, afin que nous puissions accorder aux élus locaux la place qu'ils méritent.

Mes Chers Amis, je ne peux pas terminer ce discours - vous le comprendrez bien - sans rendre hommage à François Mitterrand dont le second mandat s'est achevé il y a à peine un mois.

Du moratoire sur les essais nucléaires que j'évoquais, aux combats pour le désarmement multi-latéral, les droits de l'homme, la démocratie ou le développement, il est resté tout au long de ces années fidèle aux valeurs qui nous guident et fondent notre action.

Comment lui rendre mieux hommage qu'en citant ce qu'il disait lui-même, précisément à propos de l'Afrique, dans son discours de La Baule en 1990 tant ses propos sont plus que jamais d'actualité ?

“Je ne crois pas à l'Afrique perdue” disait-il en ajoutant : “si l'on abandonne en chemin tel ou tel peuple, c'est une amputation pour le monde entier”.

16-

Et il conclut ainsi : "souvenez-vous de ce titre de l'ouvrage d'Hemingway *Pour qui sonne le glas*." On croit qu'il sonne pour l'autre, il sonne toujours pour soi"

Cet avertissement est aussi un message, un message de solidarité et de sagesse que nous continuons de porter

